



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 3 février 2014
(OR. fr)

5860/14

Dossier interinstitutionnel:
2011/0437 (COD)

CODEC 220
MAP 10
MI 87

NOTE POINT "I/A"

Origine: Secrétariat général du Conseil
Destinataire: Comité des représentants permanents/Conseil

Objet: Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'attribution de contrats de concession (**première lecture**)
- Adoption de l'acte législatif (**AL + D**)

1. Le 21 décembre 2011, la Commission a transmis au Conseil la proposition visée en objet ¹, fondée sur l'article 53, paragraphe 1, l'article 62 et l'article 114 du TFUE.
2. Le Comité économique et social a rendu son avis le 26 avril 2012 ². Le Comité des régions a rendu son avis le 19 juillet 2012 ³.

¹ doc. 18960/11.

² JO C 191 du 29/06/2012, p. 84.

³ JO C 277 du 13/09/2012, p. 74.

3. Conformément aux dispositions de la déclaration commune sur les modalités pratiques de la procédure de codécision ¹, des contacts informels ont eu lieu entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission en vue de parvenir à un accord en première lecture.
4. Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture le 15 janvier 2014, en adoptant un amendement à la proposition de la Commission. Le résultat du vote du Parlement européen reflète l'accord de compromis intervenu entre les institutions et devrait donc pouvoir être accepté par le Conseil ².
5. En conséquence, le Comité des représentants permanents est invité à confirmer son accord et à suggérer au Conseil:
 - d'approuver la position du Parlement européen en point "A" de l'ordre du jour d'une prochaine session, telle qu'elle figure dans le document PE-CONS 73/13;
 - de décider d'inscrire au procès-verbal de cette session les déclarations figurant à l'addendum à la présente note.

Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte législatif est adopté.

Suite à la signature par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, l'acte législatif est publié au Journal officiel de l'Union européenne.

¹ JO C 145 du 30/06/2007, p. 5.

² doc. 5217/14.